

RELIGION Parlement

Pédophilie dans l'Église : une enquête indépendante ?

Plusieurs parlementaires relaient la volonté de personnalités de la société civile de voir s'ouvrir une enquête indépendante sur les abus sexuels à l'encontre des mineurs commis au sein de l'Église.

Une commission d'enquête parlementaire sur les violences sexuelles commises sur les mineurs au sein de l'Église catholique sera-t-elle mise en place ? Le débat est ouvert depuis l'appel de plusieurs personnalités de la société civile, à l'initiative de l'hebdomadaire *Témoignage Chrétien*. Les citoyens sont appelés à signer ce texte ⁽¹⁾, destiné aux présidents de groupes parlementaires de l'Assemblée et du Sénat.

Initiative de la société civile

Trois parlementaires sont parmi les premiers signataires : la sénatrice et ex-ministre de la famille Laurence Rossignol (PS) et deux députés (Jacques Maire, LaREM, et Valérie Rabault, présidente des députés socialistes). Ils ont immédiatement été suivis par plusieurs de leurs collègues. Mais d'autres s'interrogent. « C'est un sujet sensible » : voilà la phrase qui revient le plus chez les élus dont certains avancent qu'il ne s'agit pas d'un sujet « de contrôle du gouvernement ». « Les parlementaires s'emparent de nombreux sujets de société. Dans la mesure où l'arche-

vêque de Paris s'y est montré favorable, je ne vois pas pourquoi cette commission d'enquête ne verrait pas le jour », prévient Laurence Rossignol, déterminée à aller au bout de la démarche.

Omertà

Dès aujourd'hui, les groupes parlementaires se réunissent et le sujet va s'inviter dans les discussions. Le député Jacques Maire en a déjà parlé à son président de groupe, Gilles Le Gendre, et demandera à ses collègues de se mobiliser.

« Il y a deux scandales : d'abord le fait que des victimes soient brisées par ce qu'elles ont vécu ; ensuite celui de l'omertà », dit-il. Pour lui l'intérêt d'une commission d'enquête ne se discute pas et le fait que l'idée vienne de la société civile la renforce. « Une telle autorité a de grands pouvoirs. On ne peut pas, par exemple, opposer le secret hiérarchique. »

La France en retard

Et surtout, la France accuse un retard important par rapport à certains pays, notamment les États-Unis, l'Australie, ou même l'Irlande où la prise de conscience est indéniable. L'appel de *Té-*



Des enquêtes indépendantes sur la pédophilie au sein de l'Église ont eu lieu dans certains pays, mais pas en France.

PHOTO JULIO PELAEZ

moignage Chrétien fait d'ailleurs référence aux travaux d'organisations indépendantes à l'étranger.

« On a longtemps dissimulé les faits et maintenant on dissimule le système. L'opacité continue », avance Laurence Rossignol. Si cette commission d'enquête devenait réalité, il faudrait en déterminer le périmètre dans le temps, et dans l'espace : faut-il s'intéresser à l'Église catholique

ou à toutes les institutions qui s'occupent d'enfants ?

En France, aucune donnée statistique n'existe sur l'ampleur des abus d'enfants au sein de l'Église. Peut-être le premier des travaux à mener de la part de la commission l'enquête. Si elle est créée. ■

.....Nathalie MAURET.

⁽¹⁾ En ligne : <http://pedophilieeglise.wesign.it>

GOUVERNEMENT Ministère de l'Intérieur

Collomb présente sa démission, Macron refuse

Le malaise couve depuis plusieurs semaines entre le président de la République et le ministre de l'Intérieur. Et le divorce a failli être consommé hier. En fin d'après-midi, Gérard Collomb a remis sa démission sur le bureau d'Emmanuel Macron, selon une information du *Figaro*. Mais le chef de l'État l'a refusé.

Le ministre de l'Intérieur justifie, de son côté, son geste par sa volonté de couper court aux tentatives de déstabilisation dont il s'estime victime. Les pressions datent de son intention de quitter ses fonctions l'été prochain, afin de se consacrer à sa réélection à la mairie de Lyon aux prochaines municipales.



Gérard Collomb voulait ainsi couper court aux tentatives de déstabilisation.

PHOTO ROMAIN LAFABREGUE / AFP

Relations difficiles

Depuis cette annonce, le ministre de l'Intérieur apparaît fragilisé, même s'il a toujours assuré qu'il assumerait ses fonctions pleinement jusqu'au bout. Mais impossible d'éteindre les spéculations autour du nom de son successeur.

Depuis trois semaines, les rumeurs vont bon train sur la volonté de Matignon de bouger Gérard Collomb hors de la place Beauvau, afin de le remplacer par le ministre de l'Action et des comptes publics Gérard Darmanin, injoignable hier en fin d'après-midi.

Difficile aussi pour Gérard Collomb d'empêcher les hypothèses sur un départ anticipé en raison de relations dégradées avec le président de la Répu-

blique et d'attaques incessantes de l'opposition et même de l'intérieur. Dany Cohn-Bendit, soutien d'Emmanuel Macron, lui a demandé carrément de prendre sa retraite.

Quelques semaines après avoir évoqué « le manque d'humilité » de l'exécutif, le ministre de l'Intérieur y a lui-même prêté le flanc en expliquant dans la presse qu'il était l'un des derniers « à pouvoir encore lui parler ». Avant d'ajouter « d'ailleurs, il va finir par ne plus me supporter ». Pas assez visiblement pour accepter une démission. Emmanuel Macron marque ainsi le maintien de sa confiance à un proche de la première heure et préfère aussi ne pas exposer un nouveau ministre de l'Intérieur avant les européennes. ■

FLUX / MOYENS DE PAIEMENT

FINANCEMENT

PLACEMENT

ASSURANCE



UN INVESTISSEMENT QUI ROULE, C'EST UNE COMMANDE LIVRÉE À TEMPS

Pour développer votre activité, notre gamme Crédit-Bail ou Crédit à Moyen-Long Terme* répond à vos besoins d'investissements matériels (biens immobiliers, véhicules, machines, etc.) ou immatériels (brevets, fonds de commerce, informatique, etc.) et à vos projets de reprise d'entreprise.

Pour en savoir plus sur notre offre dédiée aux entreprises, rendez-vous sur labanquepostale.fr/business-energies

BUSINESS ENERGIES

Une nouvelle énergie pour vos défis d'entreprises

*Après étude et acceptation de votre dossier par La Banque Postale.
La Banque Postale - SA à Directoire et Conseil de Surveillance
Capital social 4 048 407 695 € - 115 rue de Sèvres 75275 Paris
Cedex 06 - RCS Paris n°321 100 645 - ORIAS n°07 023 424.



BANQUE ET CITOYENNE